

Le rôle du Genre dans la gouvernance locale des enjeux énergétiques et environnementaux en Afrique

L'Afrique doit aujourd'hui faire face aux enjeux énergétiques et climatiques alors même que de nombreuses problématiques de développement restent encore à résoudre pour atteindre les Objectifs du Millénaire. Cet article montre les liens qui existent entre ces défis majeurs et la question de l'accès des femmes aux structures de gouvernance locales, et examine les modalités permettant d'intégrer la problématique du Genre dans la planification énergétique locale.



Samaké Mariam SYLLA

Samaké Mariam SYLLA est membre indépendant du Réseau Genre en Action Mali. Elle est assistante administrative au Projet ADMITRA, projet de modernisation de l'administration et de l'inspection du travail (Dakar-Sénégal). De 2004 à 2008, elle a été assistante d'équipe et agent administratif à l'Observatoire pour le développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté au Mali (ODHD/LCP), un projet PNUD.

La réduction de la pauvreté en Afrique reste encore une urgente nécessité, et la prise en compte du réchauffement climatique ne peut se faire que si elle est intégrée aux politiques de développement au sens large. Il s'agit donc de mettre en place une approche multisectorielle et participative autour de la réalisation d'un objectif commun : « le développement d'abord ».

Il est donc nécessaire de créer les conditions pour que les dimensions transversales du développement, telles que les problématiques de l'énergie, du changement climatique et de l'équité de Genre, longtemps négligées dans la planification locale, deviennent de véritables leviers du développement endogène dans les prises de décision. Enfin, ces problématiques sont d'autant plus importantes lorsqu'il s'agit d'accompagner le développement des territoires et des zones urbaines et périurbaines.

Enjeux énergétiques en Afrique

L'énergie n'est pas un luxe pour les Africains : elle est indispensable à l'amélioration du bien-être nécessaire à tout être humain pour la cuisson, l'éclairage, la production, le chauffage, le pompage de l'eau et le transport. Malgré d'importantes ressources naturelles, les énergies fossiles sont chères et peu disponibles en Afrique et l'électricité reste encore rare du fait d'un faible taux d'électrification.

On sait que le milieu rural africain utilise principalement du bois pour la cuisson et le chauffage. Cette énergie renouvelable est toutefois vulnérable écologiquement et représente une menace croissante de pénurie. Face à ce danger, il est nécessaire de mettre en place une meilleure exploitation et valorisation des potentialités locales, par la création de nouvelles ressources forestières, la réorganisation de la filière du bois de feu, mais surtout l'adoption de foyers au rendement amélioré. Cette énergie doit également être soutenue par des programmes de substitution du gaz au bois et au charbon de bois. D'une manière générale, il est indispensable que les populations



samdmariam@yahoo.fr

Le changement climatique en Afrique

La précarité climatique est une donnée permanente de l'Afrique. Elle a des causes planétaires dont les solutions sont mondiales. Notre planète va mal, et c'est de notre faute.

La conséquence immédiate du surplus de gaz à effet de serre dans l'atmosphère est le changement climatique. L'augmentation de la température moyenne va s'accompagner d'une perturbation des régimes de précipitations, d'une hausse du niveau des océans et, surtout, d'une instabilité croissante du climat. Il faut donc s'attendre à une multiplication des catastrophes naturelles telles que les cyclones, tornades, inondations...

Une autre conséquence est le déplacement des zones climatiques et des milieux associés (forêts, savane, etc.), qui représente un danger pour les écosystèmes et menace la survie de nombreuses espèces végétales et animales. Les zones arides et semi-arides d'Afrique pourraient souffrir de précipitations encore plus rares qu'auparavant. La production agricole dans les pays tropicaux et subtropicaux d'Afrique pourrait aussi décroître. Les terres basses risquent d'être submergées et les inondations se multiplieront. Les changements climatiques ont également des conséquences sur la santé publique, par exemple en raison de la prolifération d'insectes porteurs de maladies (moustiques du paludisme, etc.).

Il est important de souligner que les pays les plus pauvres seront les premiers à souffrir du changement climatique, étant particulièrement vulnérables aux maladies, au manque d'eau, aux pics de chaleur, aux inondations, etc. Ces perturbations risquent donc de bouleverser leur économie déjà très vulnérable, ce qui va accroître l'extrême pauvreté. L'Afrique, qui contribue peu aux émissions de CO₂ mondiales (3,6%), supportera donc une part disproportionnée des coûts associés aux changements climatiques.

L'enjeu est donc d'améliorer l'accès à l'énergie des Africains, condition nécessaire au développement, tout en s'inscrivant dans un contexte de développement durable.

Environnement et développement durable

« Environnement et développement ne sont plus deux défis distincts mais sont inexorablement liés. Le développement ne peut être maintenu sur une base de ressources environnementales qui se détériore ; l'environnement ne peut pas être protégé si la croissance ne tient pas compte des coûts de la destruction environnementale ». Commission Brundtland (CMED 1987).

La population d'Afrique enregistre une croissance fulgurante, dans un contexte de croissance économique lente, de planification insuffisante et de développement médiocre des infrastructures. Cette croissance démographique pose de nombreux défis environnementaux qui s'accompagnent de coûts élevés en termes de santé publique, les premières victimes étant les femmes et les enfants. Il est donc urgent d'adopter un développement durable, c'est-à-dire *« un développement qui répond aux besoins de la génération présente sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »*.

Comment corriger notre comportement ? En apprenant à économiser et à partager de manière équitable les ressources, en utilisant des technologies qui polluent moins, qui gaspillent moins d'eau et moins d'énergie, et surtout en changeant nos habitudes de consommation et nos comportements. C'est cela, le développement durable.

C'est aussi l'utilisation judicieuse des ressources afin de garantir les besoins humains tout en prenant les dispositions nécessaires pour assurer la préservation des ressources de base. C'est le développement du peuple, pour le peuple et par le peuple. Ce n'est pas un retour en arrière, mais un progrès pour l'humanité : celui de consommer non pas moins, mais mieux. Il est devenu urgent d'agir. Nous en avons tous les moyens et surtout, le devoir.

Un développement local durable passe nécessairement par un mode de gouvernance local décentralisé. La progression vers un développement durable se décline aussi bien au niveau local que global, à l'échelle du village comme à celle de la planète. Elle ne peut réussir que si le citoyen se sent responsable des progrès à accomplir et y participe tant dans ses activités professionnelles que privées. La décentralisation de la gestion de l'environnement apparaît donc comme une solution fiable pour une gestion durable des ressources naturelles et une promotion du développement durable.

Genre et gouvernance locale en Afrique

Rappelons tout d'abord le concept du Genre en tant qu'approche du développement. Ici, « genre » est à bien différencier de la notion de « sexe ». En effet, le *sexe* désigne les différences biologiques entre les femmes et les hommes. Le *Genre* fait lui référence aux rôles, responsabilités et tâches des femmes et des hommes, ainsi qu'à leur interaction.

Aujourd'hui, les femmes sont trop rarement impliquées dans les instances de gouvernance locale ou dans les projets de développement. Pourtant, la femme joue les rôles de mère, de gestionnaire de foyer et d'agent économique. Malgré ces rôles importants, elle est encore dans de très nombreux cas considérée comme inférieure au regard de la tradition, mineure au regard de la loi, et elle reste marginalisée et stigmatisée.

Heureusement, cette situation tend à évoluer aujourd'hui, avec la prise de conscience de la société, les mouvements de femmes, et surtout l'avènement du code des personnes et de la famille, au Mali par exemple.

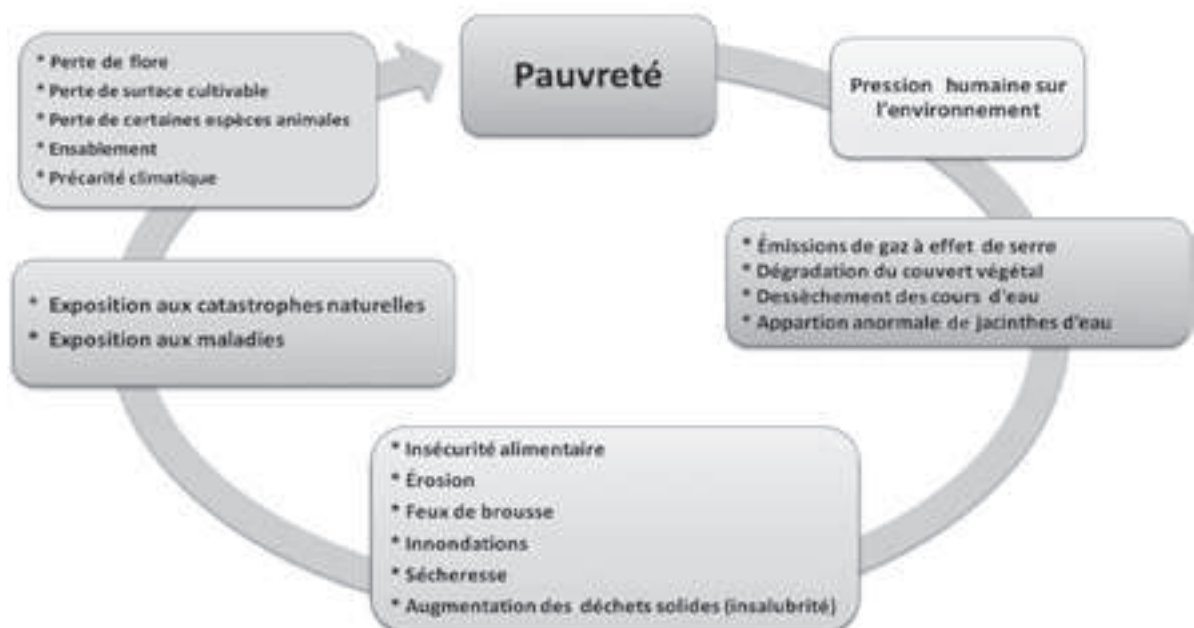
Après l'échec de plusieurs projets et programmes de développement en Afrique, il a été constaté que l'implication des femmes dans le processus de

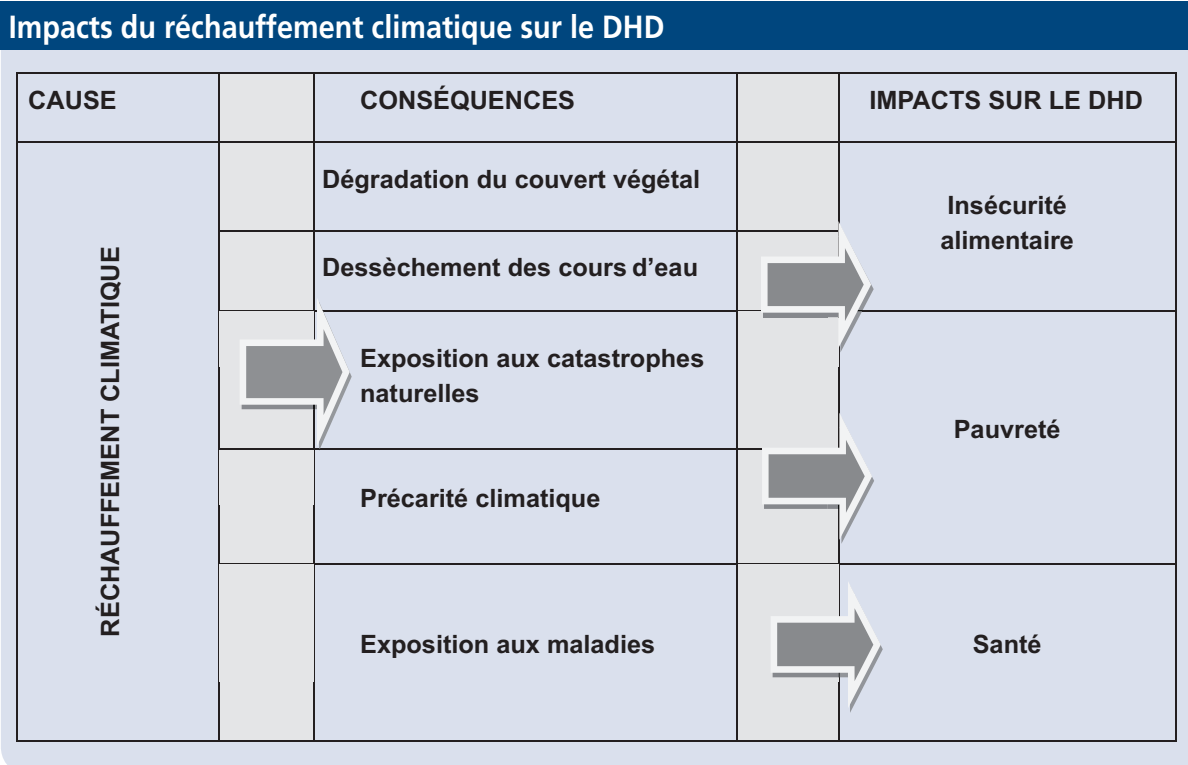
développement constitue une nécessité absolue. En effet, elles sont souvent plus pauvres, confinées dans les zones rurales et sont les principales pourvoyeuses et gestionnaires des produits de base (eau, énergie, alimentation, etc.). De plus, le temps et les efforts consacrés par ces femmes et ces filles à la collecte de sources d'énergie (bois le plus souvent) limitent leur capacité à s'engager dans des activités éducatives ou génératrices de revenu.

Prendre en compte les femmes n'est pas une question de mode ni de slogan. C'est une condition nécessaire pour s'assurer de la rentabilité des acquis de toute action de développement.

Pour que les femmes puissent jouer pleinement leur rôle dans la gouvernance locale en Afrique, il faut promouvoir un développement participatif, équitable et durable des structures locales. L'affirmation du rôle des femmes doit être développée selon trois priorités :

- Savoir : éducation, formation et information ;
- Avoir : biens de production et services sociaux de base ;
- Pouvoir : mécanismes de prise de décisions que ce soit au niveau des organisations gouvernementales, juridiques ou du secteur privé, des collectivités ou des ménages.





Conclusion

Les zones rurales africaines sont sous-développées à cause de la mauvaise gouvernance de leurs ressources. Le développement des États africains au niveau national doit passer d'abord par le développement de ces zones en s'appuyant sur des structures de gouvernance locale adaptées. Or, aujourd'hui, l'exploitation et la gestion des ressources naturelles échappent souvent au contrôle des populations locales, et en particulier des femmes.

L'exclusion actuelle des femmes des structures de décision constitue une injustice majeure, mais aussi une aberration logique : par exemple, les femmes sont souvent plus concernées par l'approvisionnement énergétique des foyers que les hommes. Plus généralement, la gestion rationnelle, concertée et consensuelle de l'environnement et des ressources naturelles, surtout dans un contexte de gouvernance locale, peut promouvoir un développement humain durable dans ses diverses composantes (santé, alimentation, emploi...).

Aussi, il est primordial de voir en la femme un acteur incontournable du développement local en particulier et du développement durable en général. Les femmes sont capables de mieux diriger, de



Africaine active à Ouidah, Bénin. iStockphoto

promouvoir le changement et de défendre l'intégrité, la paix et la tolérance tribale.

La prise en compte de la question du Genre dans le développement des structures de gouvernance locale est donc essentielle afin de tendre vers une gestion responsable de l'énergie et, plus généralement, vers un développement local durable. 🧩